Plan crack . Nord-Est parisien

Plan crack

Nord-Est parisien

GROUPE PRÉVENTION

Comprendre le sens des conduites à risques pour agir en prévention

Pascale Jamoulle, anthropologue
Jean Fournié, sociologue

Restitution des ateliers « récits de vie »

MAIRIE DE PARIS
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE PARIS
Seine-Saint-Denis Conseil Général
FORUM SICUREZZA URBANA URBAN SECURITY SEGURIDAD URBANA URBANE SICHERHEIT SECURITE URBAINE

Sommaire :

Présentation.....1

1. Le groupe prévention dans le plan crack 2

2. Objectifs du groupe prévention.....4

3. Méthode : un atelier « récits de vie ».....5

4. Fabrique des conduites à risques dans le Nord-Est parisien...6

5. Les freins à la prévention.....15

6. La prévention en contexte.....18

Pistes de prévention.....19
Balises et philosophies préventives.....22
En perspective.....26

7. Liste des participants.....29

Présentation

Ce document est le fruit du travail d'une diversité d'acteurs de prévention du Nord-Est parisien : travail engagé dans le cadre du « groupe prévention » du plan crack interdépartemental Paris-Seine-Saint-Denis initié en septembre 2005 par le président de la MILDT[1], le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, l'adjoint au maire de Paris en charge de la santé et des relations avec l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris en associant le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et les communes de Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers, Montreuil et Bagnolet.

En France, la diffusion du crack, produit dérivé de la cocaïne, est essentiellement circonscrite à la région parisienne, aux Antilles et à la Guyane. En métropole, c'est tout particulièrement dans le Nord-Est parisien que se concentre la grande majorité des consommateurs de crack associé à d'autres produits. Les plus marginalisés d'entre eux vivent dehors ou dans des squats, leur état de santé est fortement dégradé et les nuisances associées à la vie dans la rue tendent les relations de voisinage.

Le plan crack a été organisé autour de cinq thématiques clés : la prise en charge sociosanitaire, l'hébergement, l'articulation entre la police, la justice et la santé, le suivi local et la prévention.

C'est dans la perspective d'identifier des actions prioritaires que le « groupe prévention » a choisi de travailler en ateliers à partir de « récits de vie ». Ce document présente la méthode et les objectifs ainsi que la synthèse des travaux et des pistes de travail pour la prévention des conduites à risques dans leur ensemble.

---

1 - MILDT : Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies.

1
Le « groupe prévention » dans le plan crack

Le « groupe prévention » dans le plan crack : le choix d'une méthode adaptée

Dans le Nord-Est parisien la population dans son ensemble est confrontée au phénomène du crack et des polytoxicomanies. Les riverains s'inquiètent de ce qu'ils constatent autour d'eux : consommation, trafic, violence, état sanitaire déplorable et misère des usagers de drogues. Certains jeunes - sur fond de déscolarisation - sont déjà consommateurs, d'autres s'engagent dans le trafic, ou les deux. L'utilisation et la visibilité du crack sont vécues par la population de ces quartiers soit comme une conduite à risque possible pour leurs enfants, soit comme des nuisances affectant leur vie quotidienne.

Les professionnels éprouvent le besoin de compléter leurs connaissances sur le produit crack et les problématiques connexes, de développer un langage commun afin de mieux articuler leurs interventions et ajuster leurs stratégies de prévention.

Face à ces problèmes de santé publique et de nuisances subies au quotidien, la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) a inscrit le plan crack dans le plan gouvernemental de lutte contre les drogues illicites, le tabac et l'alcool[2]. Présenté en juillet 2004, ce plan couvre la période 2004-2008.

Parmi les cinq groupes de travail, le « groupe prévention » est co-piloté par la Mission de prévention des toxicomanies de la DASES, Ville de Paris et par la Mission de prévention des conduite à risques du Conseil

2 - La documentation française, Paris 2004. *Plan gouvernemental de lutte contre les drogues et la toxicomanie.*

général de Seine-Saint-Denis dans la mesure où le périmètre concerné recouvre les 10e, 18e, et 19e arrondissements de Paris ainsi que des communes limitrophes de la Seine-Saint-Denis : Montreuil, Aubervilliers, Bagnolet, Saint-Denis et Saint-Ouen.

Afin de prendre en compte la complexité du problème et d'identifier les facteurs pouvant conduire à des conduites addictives ou délictueuses, une approche transprofessionnelle et pluri-institutionnelle s'avérait indispensable.

Ce groupe a donc opté pour une méthodologie de travail sous forme d'ateliers s'appuyant sur des « récits de vie ». Quatre demi-journées renvoyant chacune à deux groupes de travail d'une vingtaine de personnes ont été ainsi consacrées aux thèmes suivants :

- la bande de jeunes ;
- la débrouille des familles ;
- les processus de précarisation ;
- les parcours de reconstruction des liens.

Les ateliers conduits au cours de l'année 2006 ont réuni 70 professionnels[3] intervenant sur Paris et la Seine-Saint-Denis.

3 - Liste des participants p.29

2

Objectifs du groupe prévention

=> Comprendre le sens des conduites à risques et des addictions dans les contextes de précarité et de multiculturalité propres au Nord-Est parisien. Les analyser collectivement.

=> Penser le contact et le lien avec les jeunes et les familles, et la dimension préventive. Qualifier les intervenants de première ligne.

=> Mettre en synergie les acteurs de terrain en s'appuyant sur leurs expériences et leur pratiques de manière à mieux articuler les réponses en terme de prévention.

3

Une méthode productive : un atelier « récits de vie »

Pour créer les conditions d'un rapprochement entre les professionnels et leurs publics, une approche transdisciplinaire impliquant professionnels de la prévention, de l'action sociale, de la protection de l'enfance, des services de police et de justice, de la jeunesse, de l'animation, du logement, de la santé et de la réduction des risques confrontés à des situations d'interculturalité, de stigmatisation et d'exclusion sociale dans le Nord-Est parisien a été mise en œuvre.

La démarche était sous-tendue par un principe majeur de co-construction collective dans la production des savoirs. Elle s'est appuyée sur des récits de vie fournis par un chercheur anthropologue - à partir d'un travail de terrain réalisé dans un contexte différent mais présentant de fortes similitudes avec le Nord-Est parisien - dans une perspective comparative et heuristique, de manière à croiser la réalité des terrains, les problèmes rencontrés, les perspectives et concepts de travail. Les récits de vie ont ainsi constitué, dans chaque atelier, un support de parole et d'échange de savoirs entre intervenants de différents secteurs invités à s'exprimer sous la forme d'associations libres.

Le principe de l'association libre et le recours à l'expérience pratique des participants ont permis une bonne appropriation de la démarche. Celle-ci s'est révélée de plus en plus participative au fur et à mesure que les acteurs de terrain parlaient de leur vécu.

Un sociologue a été associé à la démarche afin d'en formaliser et problématiser les temps forts.

Cette note reprend les éléments les plus significatifs évoqués dans les quatre ateliers.

4

Fabrique des conduites à risques dans le Nord-Est parisien

Identification des facteurs de vulnérabilité par les participants

Les constats qui suivent rendent compte des discussions des groupes de travail. Issus de cultures professionnelles très différentes, les participants travaillent tous dans le Nord-Est parisien (Paris et communes limitrophes de la Seine-Saint-Denis). Ils ont relaté les modes de vie et les processus économiques, juridiques, socioculturels et familiaux qui précarisent les jeunes et les familles qu'ils rencontrent. Les consommations et trafics de crack sont une des dimensions possibles de la diversité des conduites à risques qui traversent les publics les plus fragilisés : déscolarisation, participation à l'économie souterraine, tensions de genre (virilisme, grossesses précoces, violences conjugales…), polytoxicomanies, errances, vols, violences…

Dans le Nord-Est parisien, pour les usagers de drogues en errance, les consommations de crack fonctionnent comme des modes d'adaptation à la survie de la rue. Les exigences de mobilité et de survie semblent faire du crack la substance de prédilection pour faire face aux aléas et à la dureté du monde extérieur. « *La vitesse de déplacement, les exigences de la survie dans la rue se sont tellement complexifiées que le crack est aujourd'hui, par excellence, la substance qui permet cette méga survie.* » Le caractère aigu des états dépressifs associés au manque de crack peut conduire à la violence. Les conflits intracommunautaires sont particulièrement présents au sein des squats.

Les intervenants observent une banalisation du trafic dans les quartiers. Les conditions de vie se sont dégradées dans le Nord-Est

parisien. L'emploi s'est raréfié, le tissu associatif, parfois, s'est effrité. En réplique aux difficultés économiques et à la disqualification spatiale, l'économie informelle s'est diversifiée. « *La visibilité et l'accessibilité du marché parallèle à la Goutte d'Or font que les enfants le côtoient quotidiennement. »* La participation au business de crack peut être vécue comme une conduite d'intégration socio-économique, d'honneur, d'accès aux filles et aux biens sociaux. Des petits trafiquants désertent les rues où ils sont en butte aux contrôles et à l'incarcération, leur préférant les lieux clos. Les riverains se plaignent des troubles occasionnés par le stationnement permanent des usagers de drogues dans le quartier.

Les équipes de terrain font un constat général de rajeunissement de l'entrée des jeunes dans les conduites à risques, tant en ce qui concerne les consommations que le trafic, et notamment le deal de crack. « *Les jeunes qui vendent sont de plus en plus jeunes, ils ont autour de douze, treize ans. Ce sont des jeunes qui n'ont jamais fait de trafic et qui se retrouvent à dealer directement du crack avant d'aller au collège et se remettent aussi à vendre quand ils sortent de l'école, ou qui abandonnent carrément l'école pour vendre dans la rue… C'est pas une population en errance mais des jeunes qui ont pris ça comme alternative, effectivement, pour vivre, et ça commence à très fortement nous inquiéter… À la Goutte d'or, au niveau du deal, on constate que plus le temps passe et plus l'âge est précoce…*»

Face à ce constat, tant les intervenants de première ligne qui travaillent dans le champ de la réduction des risques que les clubs de prévention se montrent particulièrement démunis. « *C'est un phénomène qui s'étend et on ne peut rien dire d'autre qu'en ce moment, on est démunis… Le constat de terrain est là. Depuis un certain temps, les intervenants de rue appellent un peu au secours par rapport aux jeunes usagers de drogues ; ils se disent : « Il faut quand même qu'on fasse quelque chose », mais, en fin de compte, sur la mise en place, on est assez défaillants par rapport à ce genre de difficultés.*»

La structuration identitaire à travers les groupes de pairs a une fonction de protection. Dans certains quartiers et cités, les espaces publics sont davantage gérés par des regroupements de jeunes que par les adultes. Les réseaux d'interconnaissance des jeunes les protègent mais les enferment aussi. Faire partie d'une bande, s'affirmer par rapport aux autres ados et au monde des adultes, permet aux jeunes de produire

de la distinction, de restaurer de la fierté, de l'honneur en renversant le stigmate lié à la relégation sociale et au sentiment de honte qu'elle induit. « *Dans le monde de la rue, on ne peut pas dire qu'il y ait une absence de socialisation. Elle est tout simplement différente*.» Les prises de risque sont des conduites d'appel. Les guerres de territoire, « *les coups de mains sur la petite surface du coin »*, permettent de se faire reconnaître auprès des services sociaux. Le besoin de reconnaissance à travers les conduites à risques est au cœur des interrogations identitaires des jeunes en situation précaire. Le sentiment de honte associé à la relégation sociale est un facteur important de basculement.

L'exclusion du système scolaire est une étape majeure dans les processus de désaffiliation. Le décrochage scolaire semble se faire de plus en plus tôt. *« La déscolarisation est un formidable accélérateur de la précarisation, d'une socialisation décalée et de conduites excessives de risque.»* Les premières décisions de justice correspondent très souvent à l'arrêt de la scolarité. On constate par ailleurs que le niveau moyen des jeunes détenus incarcérés est celui de la 5e, exceptionnellement de la 3e. Les jeunes qui font leurs apprentissages *« à l'école de la rue »* sont souvent ceux qui ont été orientés *« vers des voies de garage »* à l'école et se sont sentis très tôt mis à l'écart, étiquetés comme perturbateurs. Ils quittent l'école avec une très mauvaise image d'eux-mêmes. « *Ils sont alors convaincus qu'ils ne réussiront jamais et qu'ils ont une voie toute tracée, celle de la délinquance.»* Cette place du « cancre », du perturbateur, initialisée dès l'école, se retrouve ensuite dans un parcours de marginalisation, qui les conforte dans une situation d'échec.

Des dispositifs, tels que la veille éducative[4], en mobilisant et coordonnant l'action des intervenants éducatifs et sociaux, des professionnels de l'insertion et de la santé, des associations pour repérer les jeunes en situation de rupture scolaire et leur proposer une solution éducative et d'insertion, tentent néanmoins d'endiguer ce phénomène. De même, des expériences telles que celles menées en Seine-Saint-Denis de rapprochement entre les clubs de prévention et les établissement scolaires ou des projets pilotes, comme les plates-formes de remobilisation et les expériences de soutien à la rescolarisation, peuvent avoir un impact préventif important. « *Des jeunes peuvent tout à la fois être dans des*

4 - C'est pour tenter de trouver une réponse concrète et efficace aux problèmes des jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification ou le quittent prématurément (60 000 environ) qu'a été lancé, le 27 novembre 2001, le plan d'action sur la veille éducative.

prises de risque dangereuses et en même temps, disposer d'un grand capital de ressources, de forces de création. C'est là-dessus qu'il faut s'appuyer.» D'où l'intérêt de trouver des passerelles entre les savoirs acquis au niveau de l'école de la rue et l'institution scolaire, comme les plates-formes de remobilisation et les expériences de soutien à la rescolarisation tentent de le faire : « *On leur fait passer un « examen », pour valider leurs acquis, leurs compétences sociales obtenues en dehors de l'école. Ils peuvent ainsi être valorisés au titre de ce qu'ils savent faire.*»

Les troubles des liens familiaux associés à la précarisation ont une incidence importante sur le développement des conduites à risques. Les relations hommes/femmes, les rôles et les modèles familiaux se transforment très rapidement, ce qui génère des évolutions heureuses mais aussi des souffrances existentielles et des rigidifications. Au modèle familial traditionnel se substituent de plus en plus des familles monoparentales où la mère doit remplir les fonctions autrefois assignées au père. Après les ruptures conjugales, des pères se désimpliquent ou sont désimpliqués par leur ex-femme et les institutions.[5]

Dans le modèle occidental l'entourage intervient peu dans l'éducation des enfants ce qui laisse les mères seules très isolées. Lorsque rien n'est là pour marquer la séparation, faire figure de tiers, des mères « *oscillent entre des rapports avec leurs enfants qui sont soit extrêmement autoritaires - et qui peuvent être particulièrement difficiles à vivre pour les jeunes garçons de la fratrie - soit complètement fusionnels, avec des liens tellement puissants qu'ils n'arrivent jamais à les desserrer. Cette figure peut être lourde de conséquence en terme de conduite à risque. Soit que les enfants essaient justement de rompre avec ces liens tout puissants, omniprésents de la mère et, comme c'est difficile, ils en ressentent une très forte culpabilité, soit qu'ils n'arrivent jamais à sortir de la tutelle de leur mère et se tournent alors vers des conduites à risques».*

Violences familiales et conjugales se conjuguent aussi dans la production des conduites à risques. « *Quand la femme a été bafouée, quand la mère a été violentée, humiliée, ça contribue vraiment au mal-être de la famille.»* Des enfants produisent des stratégies de défense affective pour faire face à la violence. Ils s'endurcissent en se coupant de leurs

5 - Les lieux d'accueil pour femmes, par exemple, sont souvent accessibles aux enfants, tandis que les hommes logés en foyers ne peuvent généralement pas y recevoir leurs enfants la nuit.

émotions, ils banalisent les relations sociales marquées par un processus de domination/soumission. D'autres flottent très jeunes en dehors de tous liens de parenté structurants, ils sont « ballottés » de familles d'accueil en institutions. Ils ont des comportements de plus en plus à risque (fugue, consommations…). Quand leurs conduites d'appel ne sont pas entendues, ils basculent vers la rue. Si elles concernent toutes les familles, les conséquences sociales des conduites à risques sont d'autant plus importantes dans les familles isolées et en précarité socio-économique.

La parentalisation des jeunes pèse sur leurs trajectoires de risques et de marginalisation. Lorsque les pères sont disqualifiés, les mères « débordées » et que les fonctions de la parentalité ne sont pas tenues par l'entourage, les frontières entre les générations se brouillent. Des mères font un transfert d'autorité sur l'aîné qui prend de plus en plus de pouvoir dans le cercle familial. Le jeune parentalisé soutient et dirige sa famille. Il intègre difficilement les limites posées par le monde adulte, parce qu'il y trouve peu d'appui. Ce rapport à la loi perturbé le fragilise sur le long terme, notamment sur le plan de son intégration scolaire et sociale. Des jeunes se cherchent alors d'autres guides. Quand ils les trouvent dans la rue, les prises de risque s'enchaînent.

La dimension ethnique et culturelle est particulièrement présente parmi les consommateurs de produits psychotropes du Nord-Est parisien. Elle se conjugue à une situation de fragilité sociale (précarité, discrimination, clandestinité) et familiale - les univers dans lesquels s'inscrivent les parents ne font plus sens pour les générations qui suivent - .qui conduit de nombreux jeunes issus de l'immigration à se tourner vers des modes de socialisation décalés et à la relégation dans l'économie souterraine. Appréhender son origine, sa filiation culturelle, sa religion, sa famille… comme disqualifiées dans la société d'accueil est une blessure morale qui peut conduire des jeunes à la culture de la rue. Les consommateurs de crack d'origine africaine ou maghrébine ont souvent connu des difficultés familiales exacerbées.

Lorsqu'ils ne parlent plus la langue de leurs parents, le dialogue intergénérationnel s'étiole. Des pères, issus d'une culture où l'autorité est portée collectivement (comme certains pères d'Afrique subsaharienne), sont perdus devant les modèles de paternité du pays d'exil. Ici, l'autorité père/fils est frontale, duelle, particulièrement conflictuelle pour des hommes qui ont peu d'expérience de la relation directe avec leurs enfants.

Des difficultés particulières se posent aussi face à certaines situations d'émigration par mariage, quand le jeu de charme s'avère être *in fine*, un mariage d'intérêt. « *Une fois installés en France, des hommes manifestent une démission totale au niveau de la structure familiale. Partagés entre une double appartenance au pays d'accueil et au pays d'origine où ils doivent envoyer de l'argent, ils ont du mal à s'occuper des enfants et à se projeter dans le pays d'accueil.*»

Dans les contextes de polygamie et de faibles revenus, le père doit souvent travailler à la fois pour la famille qui est en France et celle qui est au pays. Ce qui pose un problème de répartition et de justice au niveau de la fratrie : *« Pourquoi est-ce qu'il y a plus d'argent qui part au pays que celui dont on dispose ici ? Pourquoi moi je ne peux pas faire des études parce qu'il n'y a pas assez d'argent ? Et ainsi de suite.»* Parfois le père passe six mois au pays, six mois en France. Pendant son absence, il délègue son autorité au fils aîné. Une fois qu'il a occupé ce rôle, celui-ci a tendance à s'y accrocher et accepte difficilement l'autorité du monde adulte. La parentalisation de ces jeunes est aussi une réponse quotidienne à des situations de précarité familiale, sociale et culturelle. Des parents buttent sur les mots en français et ne comprennent pas le langage des institutions. Ils mandatent alors l'aîné pour éviter les situations d'humiliation. Quand l'adolescent en arrive à gérer l'ensemble de l'économie familiale et les rapports avec l'extérieur, il accepte difficilement l'autorité parentale.

Des écarts d'interprétation au sujet des conduites à risques peuvent aussi éloigner ces familles des professionnels. Des parents pensent que leur enfant est victime d'un sort, d'une attaque de sorcellerie. Ils cherchent de l'aide auprès de guérisseurs traditionnels, pour être pris en charge dans leur culture et essayer de donner sens à ce qui se passe. Alors que les professionnels recherchent plutôt les causes dans les relations familiales. *« Cela crée des distances entre l'aide que nous pouvons apporter aux familles et ce qu'elles recherchent.*» Les jeunes ont des réactions ambiguës face à ces tentatives d'explication des familles. *« Ils sont dans une sorte d'ambivalence qui consiste à dire : « De toute façon, mes parents sont des attardés et moi qui suis en France, je n'y crois pas.» C'est quelque chose qui ne fait pas vraiment sens mais qui reste néanmoins très fort pour ces gamins-là. Mais comme si c'était congelé. Quelque chose qui ne pouvait plus entrer dans la relation.»*

La précarisation des liens de citoyenneté est une dimension de plus en plus présente dans les situations que rencontrent les intervenants. De jeunes émigrants se retrouvent sans papiers, sans ressources, condamnés à la clandestinité. Au mieux ils trouvent du travail sous une identité d'emprunt. « *Certains sont hébergés chez un vague cousin, une tante, une amie de la famille, très exposés aux situations de maltraitance et d'esclavage moderne.*» D'autres se retrouvent à la rue, dans des situations de violence extrêmes. Les intervenants qui les rencontrent observent le développement « *de pathologies mentales, d'états dépressifs inquiétants vraisemblablement liés au contexte dans lequel ils se trouvent et à l'impossibilité de trouver une ouverture, une issue à leur situation, de pouvoir se projeter sur quelque chose de positif, d'avoir un travail, un logement, de quoi manger, etc.»* L'engagement dans des modes de socialisation décalés et les conduites à risques apparaît souvent comme la seule alternative pour assurer la survie.

L'absence d'existence légale et d'accès aux protections sociales est aussi une difficulté majeure des familles qui vivent en situation irrégulière, confinées à la clandestinité, sans possibilité de se régulariser. Des parents travaillent depuis des années dans des secteurs très fermés de l'économie souterraine, où les horaires et les conditions de travail sont implacables, pour des salaires de survie. « *Dans la plupart des familles d'usagers de crack que je rencontre, les parents ne savent ni lire ni écrire alors qu'ils sont parfois là depuis trente ans. Le plus souvent, tous les deux travaillent beaucoup, 14, 16 heures par jour. Quand ils rentrent, ils dorment. Les enfants voient très peu leurs parents.»* Ces contextes d'emprise et d'exploitation extrême liés à la clandestinité exposent particulièrement les enfants. En l'absence de réponses institutionnelles, les professionnels se sentent particulièrement démunis devant ces situations.

Les participants aux ateliers sont particulièrement préoccupés par la situation des jeunes majeurs, de 18 à 21 ans, qui représentent une part importante de leurs publics. Il existe une sorte de vide jurdique pour cettte population qui ne bénéficie pas de l'aide sociale à l'enfance et n'a pas accès au RMI, quand bien même elle se trouve souvent en grandes difficultés et est susceptible de basculer dans la délinquance. Au-delà des 18-21 ans, ce constat d'absence de dispositifs vaut pour les jeunes jusqu'à 25 ans. « Nous sommes très interpellés par

la population des jeunes de 18 à 21 ans en terme de prise en charge. En terme d'alternative, qu'est-ce qu'on fait avec un môme qui se retrouve à la rue, qui n'a pas de prise en charge éducative parce qu'il est jeune majeur, et pour qui on peut trouver une chambre d'hôtel pour une nuit, deux nuits, trois nuits, mais qu'est-ce qu'on peut lui proposer après ? Les CHRS, c'est pas un environnement qui lui convient, le foyer de jeunes travailleur, il ne travaille pas… C'est compliqué pour lui de chercher du travail parce qu'à 18 ans, effectivement, c'est compliqué. Je pense qu'il faudrait pouvoir proposer une alternative à cette population, et là, pour le coup on est vraiment dans la prévention, parce que ces jeunes de 18 à 21 ans peuvent effectivement basculer du jour au lendemain. On s'interroge sur ce qu'on pourrait proposer en terme d'accompagnement et d'accueil mais on n'a pas de réponse.»

Les tensions de genre constituent une dimension importante du vécu des jeunes en situation précaire. Lorsque les relations filles-garçons se jouent entre dénigrement et hostilité, chacun s'en trouve fragilisé. Les conduites virilistes des jeunes gens, leurs attitudes tyranniques envers les filles, leur besoin immense d'être reconnus par les autres garçons naissent aussi de la disqualification ambiante des hommes dans les familles. Les tensions de genre peuvent s'exacerber dans des contextes de discrimination et de rigidification culturelle. *« Dans les pays du Maghreb, la virginité est assimilée à l'honneur de la famille. La fille ne doit pas sortir. Et en général, ce n'est pas le père qui s'en occupe mais le frère. Quand l'aîné de la famille est un garçon, les filles doivent lui obéir.»* Quand ils sont peu reconnus dans les autres domaines de l'existence, des frères survalorisent leur virilité et leur rôle de contrôle de l'honneur de leurs sœurs. Les codes virilistes les obligent à disqualifier constamment les femmes et les garçons « efféminés ». « *La question qui se pose pour les garçons est d'affirmer leur virilité, montrer qu'on est un homme - c'est-à-dire qu'au fond, on n'est pas une femme. Parce que quand on est une femme, on est disqualifié.*» Lorsqu'elles sont en butte à la tyrannie et au dénigrement des frères et des garçons de leur entourage, des filles développent un éthos de dissimulation et de rancœur, ou alors, à l'inverse, des conduites de défi ouvertes, alimentées par leur colère et leur révolte. On constate une augmentation des phénomènes de décrochage scolaire chez les filles. Les intervenants observent aussi de plus en plus de grossesses précoces chez les très jeunes filles, notamment originaires d'Afrique, pour affirmer leur identité

et s'émanciper. Filles et garçons peuvent chercher une consolation dans les drogues pour faire face aux ruptures à répétition, à la souffrance et à la violence affectives.

Le marquage pénal précoce et les incarcérations amplifient les processus d'exclusion et de marginalisation. La judiciarisation des comportements d'usage de produits illicites participe de la perte de confiance des jeunes dans les institutions. Par ailleurs, les mesures législatives dans le domaine de l'immigration en fragilisant les familles et en renforçant l'exclusion encouragent la clandestinité et concourent au renforcement des conduites à risques chez les jeunes en situation précaire. Près de 60 % des détenus seraient d'origine étrangère.

La désaffiliation, le délitement progressif des liens peuvent conduire à la clochardisation et à l'errance. Une fois à la rue, des jeunes basculent rapidement dans des états sanitaires et sociaux qui peuvent être gravissimes. Ils recourent aux drogues pour supporter leur condition et leurs débrouilles de survie (mendicité, prostitution…). Dans la rue, la sélection est implacable, la violence exacerbée. Des jeunes perdent confiance en eux, dans le genre humain et les institutions.

5
Les freins à la prévention

Les participants ont longuement débattu des freins qu'ils rencontrent dans leur travail de rapprochement avec les publics et dans la mise en œuvre d'une politique de prévention globale.

Le décalage entre la diversité des publics et le fonctionnement classique de certaines institutions. Les logiques administratives et financières se heurtent souvent à l'exigence d'offrir des espaces relativement souples et « sans conditions », favorisant la mise en lien et la rencontre avec l'autre, permettant un travail dans la durée ; l'accueil et l'accompagnement des publics les plus défavorisés. Le sentiment de honte et de déshonneur isole les personnes et les groupes les plus fragilisés. Il rend le dialogue avec les institutions particulièrement difficile et aléatoire. Localement des structures et des professionnels mettent en place des formes de « passerelles » avec des jeunes ou des parents qui ont d'autres référents linguistiques, sociaux ou culturels : ils se déplacent, s'adaptent aux horaires des parents, trouvent des interprètes… Quand rien n'est prévu, des formes d'intervention rigides et stéréotypées peuvent renforcer la honte et le marquage social ou culturel. Les professionnels se trouvent alors disqualifiés aux yeux des jeunes et des familles. « *Ils ont le sentiment que les professionnels, comme ils sont d'une autre culture, d'un autre monde, ne peuvent rien faire contre ce qui leur arrive*.» Ainsi, des parents qui vivent au quotidien un sentiment de discrimination et de relégation le transmettent aux enfants et « *relaient auprès d'eux l'idée que les institutions sont là non pas pour les aider mais plutôt qu'elles vont les enfoncer* ». *Ils ont souvent tendance à leur dire : « Tu n'es pas français, de toute manière, c'est normal, on ne t'apprécie pas, ils sont racistes…*» *Du coup, les enfants se sentent encore plus insécurisés*.»

Un discours universaliste trop souvent porté à projeter ses valeurs sur l'autre. Il peut être un frein pour aborder les réalités concrètes, ethniques, sociales et culturelles. « *On a tendance à projeter ses valeurs dites universelles sur l'autre. On fait des lectures générales et plaquées, on ne part pas du terrain concret. Trouver des ressources et des clés de lecture concrète fait défaut. Il y a des freins dans notre culture de professionnel… Il faut les approcher en s'appuyant sur l'expérience de terrain des équipes et en partant de la pratique des jeunes.*» Quand des problèmes se posent, le discours institutionnel apparaît souvent très normatif (*« On ne peut pas cautionner…»*), il ne permet pas toujours de construire un espace de dialogue où les positions mutuelles peuvent évoluer.

Le cloisonnement des interventions, alors que les personnes sont aux prises avec des processus de précarisation globaux. Chacun connaît surtout son domaine et a sa propre porte d'entrée sur l'histoire et les difficultés du jeune ou de sa famille. La connaissance des fonctionnements et des ressources des différents dispositifs qui participent de la prise en charge des jeunes et de leurs familles : - scolaires, sanitaires, juridiques, sociaux, etc. - demeure parcellaire. « *Parfois on pense qu'aucune possibilité pour eux n'existe autre que la débrouille, alors qu'il y a des ressources, mais il faut les connaître.»* Dans un même quartier, les travailleurs sociaux et les acteurs de prévention ont souvent peu de rapports entre eux. Les logiques d'action sont hétérogènes. *« Chacun tient à sa vision du jeune et s'y accroche.»* Or, selon les lieux et contextes de rencontre (l'école, la famille, le monde de la rue, la culture, la santé…), ces jeunes ont différents visages. Les jeux relationnels et la présentation de soi varient selon les interlocuteurs et les institutions qu'ils représentent. « *Le cloisonnement est un frein… Les gens ont du mal à remettre en question leur vision de la personne. Le fait que le jeune a plein de visages et plein de jeux relationnels ou de présentations de soi rend les choses encore plus difficiles. Chacun tient à sa vision du jeune et s'y accroche.»*

Pour repérer les ressources et les compétences sur lesquelles appuyer l'action préventive, il est impératif d'avoir une vision globale des réalités que vivent les jeunes auxquels on s'adresse.

Les difficultés d'accès aux droits et aux ressources légales. Dans certains pays, une fois majeurs, les jeunes ont accès à des aides

fixes. C'est le cas au Québec, par exemple, ou en Belgique. Mais en France, entre 18 à 25 ans, il n'y a pas d'accès au RMI. *« Quand il ne dispose pas d'un soutien de sa famille ou de personnes susceptibles de l'aider financièrement dans son insertion professionnelle, le jeune se retrouve rapidement dans une situation de grande précarité. Ce qui le conduit rapidement à se tourner vers des conduites à risques et, malheureusement, il semble que parfois il n'ait pas le choix…»* Pour les jeunes sans papiers, les problèmes d'accès aux droits et aux ressources se posent avec d'autant plus d'acuité.

Ces réflexions croisées sur les freins de la prévention permettent d'élargir notre vision des lieux et des processus préventifs, de l'étendre au champ des pratiques professionnelles.

6
La prévention en contexte

Lieux et logiques préventives

« La prévention, c'est agir sur les processus de vie et les environnements…»

Identifier certaines variables, qui coproduisent les conduites à risques dans le Nord-Est parisien, éclaire les champs prioritaires de la prévention et leur donne du sens. Les pratiques préventives doivent prioritairement porter sur les différents facteurs de tensions sociales, culturelles et familiales qui contribuent à produire les prises de risque et les systèmes de vie liés au crack dans le Nord-Est. Le schéma ci-dessous répertorie les variables sur lesquelles il importe d'agir par des actions à visée articulées autour d'objectifs précis, pour éviter d'en renforcer l'incidence.

Champ des processus de prévention :

1. La banalisation de l'économie souterraine et la structuration identitaire des jeunes à « l'école de la rue ».
2. Le décrochage et l'exclusion du système scolaire.
3. Les troubles des liens familiaux.
4. La parentalisation des jeunes.
5. La précarisation des liens de citoyenneté.
6. Les discriminations, conflits de cultures et troubles de l'exil.
7. Les tensions de genre.
8. Le marquage pénal.
9. Le basculement vers l'errance et la vie à la rue.
10. Les fonctionnements institutionnels rigides.
11. Le cloisonnement des modes d'intervention.
12. Les problèmes d'accès aux droits et aux ressources.

Au plan institutionnel, décloisonner les interventions, assouplir et adapter les discours et les réponses apparaît comme éminemment préventif. Se qualifier collectivement en matière de dialogue interculturel, lutter contre l'étiquetage des jeunes et des familles ainsi que les comportements « ethnocentristes » des institutions devient essentiel. Tandis que le travail collectif d'interpellation des politiques publiques et d'accès au droit prend tout son sens préventif.

Pistes de prévention

Ces différents champs de la prévention peuvent se décliner en pistes d'actions concrètes.

Pour gagner du terrain sur l'économie souterraine et « l'école de la rue »

■ Restaurer des espaces tiers là où les services publics ne sont plus présents. Créer sur les territoires des lieux d'échange où professionnels, habitants, jeunes, parents, militants associatifs peuvent se rencontrer pour réfléchir ensemble et bâtir des propositions.

■ Associer les publics concernés : jeunes, familles, personnels de l'Éducation nationale… à l'élaboration et la mise en œuvre des actions de prévention.

Pour lutter contre le décrochage et l'exclusion du système scolaire

■ Intervenir rapidement dans les moments de décrochage scolaire.

■ Construire des alliances avec les professionnels de l'Éducation nationale pour élaborer des plans de soutien scolaire et tenter de maintenir les jeunes dans la scolarité.

■ Soutenir les plates-formes de remobilisation et de rescolarisation.

■ Favoriser l'investissement des parents et des professionnels extérieurs dans les instances de l'école.

■ Ouvrir des espaces de dialogue et d'échanges entre les représentants de l'Éducation nationale et les autres professionnels de la chaîne éducative : assitantes sociales de secteur, éducateurs spécialisés, etc.

Pour étayer et réguler les liens familiaux

■ Soutenir les mères autant que les pères, être présent auprès des parents isolés, les aider à (re)prendre leur place de parent.

■ Mobiliser autour des jeunes une parenté biologique et sociale sur laquelle ils puissent compter et qui compte pour eux, afin que les fonctions de la parentalité s'exercent collectivement.

■ Maintenir le lien avec les jeunes et les familles. Travailler avec eux dans une perspective de « service » et non d'injonction en les associant à l'élaboration des solutions.

■ Instaurer des rôles de médiation, ouvrir des espaces d'expression des conflits familiaux.

■ Mieux accompagner les grossesses précoces. Soutenir la relation parentale dès la grossesse, tisser des liens autour des jeunes parents isolés.

Pour renforcer les liens de citoyenneté

■ S'appuyer sur les actions de citoyenneté.

■ Resituer les jeunes dans une forme d'existence légale : ouverture de droits, etc. Les maintenir au maximum dans les modes de socialisation ordinaire.

■ Encourager les jeunes à porter plainte dans les situations d'abus et d'exploitation. Assurer leur protection.

Pour lutter contre les discriminations, prévenir conflits de cultures et troubles de l'exil

■ Se déplacer vers les lieux de vie avec des interprètes pour que les familles puissent formuler leurs difficultés dans leur langue.

■ Aider les parents à gérer la transculturalité de leurs enfants en multipliant les moments de dialogue avec eux. Au-delà de l'autorité parentale, réhabiliter les espaces culturels et les univers sociaux dans lesquels s'inscrivent les familles pour permettre aux jeunes de refaire lien avec leur culture d'origine.

■ Ouvrir le dialogue au sujet des écarts culturels d'interprétation des conduites à risques. Utiliser les ressources de la communauté culturelle d'origine comme celles du pays d'accueil.

Pour réduire les tensions de genre

■ Accompagner la fin du patriarcat, ouvrir des espaces de parole sur l'évolution des relations filles/garçons et hommes/femmes.

■ S'occuper des tensions de genre partout où on les rencontre.

Pour prévenir le marquage pénal

■ Réduire les risques liés à la violence carcérale par des solutions alternatives à l'incarcération.

■ Préparer les sorties de prison, de façon concrète, en travaillant avec les familles et les services extérieurs.

■ Faciliter le relais vers l'intervention sociale pour les jeunes interpellés dans la rue (mineurs en fugue, sans papiers…).

■ Organiser des visites enfants/parents en prison.

■ Maintenir le lien entre la personne incarcérée et l'extérieur par des visites et du courrier.

Pour maintenir des liens avec les personnes à la rue

■ Développer le travail social et de réduction des risques au sein des squats.

■ Soutenir les projets participatifs qui impliquent les usagers. Aider les squatters à s'organiser pour tenter de vivre dans un minimum de sécurité et d'hygiène.

■ Assurer, dans les structures, des espaces d'accueil sans condition, où déposer son sac, discuter et recevoir un suivi sociosanitaire minimum.

Pour assouplir les fonctionnements institutionnels et rétablir la confiance là où elle a été perdue

■ Maintenir, créer, retisser des liens entre les jeunes, les familles et les institutions en les accompagnant dans leurs démarches auprès des professionnels et des structures et en soutenant la recherche de solutions adaptées.

Traduire les langages, les codes et les temporalités de la rue pour les

institutions et, réciproquement, aider les usagers à comprendre les fonctionnements institutionnels.

Pour une approche globale et cohérente en prévention

■ Ouvrir des groupes de travail thématiques et des espaces de formation transdisciplinaires pour travailler collectivement sur les représentations qu'ont les adultes du sens des conduites à risques et de leur prévention.

■ Développer les partenariats, le travail de réseau et de concertation, notamment avec les habitants. Prendre le temps de comprendre les logiques des autres secteurs de l'intervention.

■ Instaurer des dynamiques locales, associer les publics aux décisions qui les concernent. Travailler avec les pairs.

Balises et philosophies préventives

« La prévention se trouve précisément à l'endroit où les liens se sont délités : les liens avec la famille, les liens avec les institutions, les liens sociaux. »

Les conduites à risques sont souvent les symptômes de troubles de « l'entre soi » (familial, amical, amoureux…) et des difficultés à entrer dans la vie sociale (scolaire, professionnelle …). Leur prévention relève de la « clinique du lien ». Elle interpelle notre capacité à donner du sens aux crises, à retisser de la confiance et des relations qui tiennent. Dans les groupes, les participants ont mis à jour les balises et les repères de cette clinique du lien.

Elle consiste d'abord à établir des relations de confiance, à s'impliquer dans la relation avec les jeunes et les familles. Or, ces publics ont souvent perdu confiance en eux et dans les autres, certains sont structurés par un abandonnisme fort. Ils testent les professionnels, dans une stratégie de tension. *« Les gens que nous rencontrons cherchent leur chemin entre l'absence de lien et le lien trop collé, trop proche, avec quelqu'un.»* Engager des relations impliquées, de proximité, confronte les professionnels à des situations de crises, de désespoir et de violence souvent particulièrement difficiles à vivre. « *Le professionnel a aussi*

besoin d'être accompagné et écouté dans ce qu'il vit, quand il rencontre ces situations extrêmes, ces parcours de vie de personnes ou de patients qui sont bouleversants : comment faire face à l'insupportable ?»

Une approche préventive engagée doit impérativement ménager aux professionnels des **espaces de régulation** qui prennent en compte leurs difficultés.

Offrir des supports d'expression individuels et de groupe est essentiel. Développer les capacités d'expression des jeunes, leur potentiel de créativité (écriture, théâtre, musique, peinture…) peut les aider considérablement. « *La drogue renvoie surtout à un problème philosophique, de sens de vie. Toute structure ou toute institution devrait véritablement, dès le premier accueil du toxicomane, faire avec lui un travail sur lui-même et son potentiel, rechercher ce qui l'anime et ce qu'il pourrait faire.»* Tous ont des talents, visibles ou cachés, utiles pour exprimer leur histoire personnelle, extérioriser la violence qu'ils ont vécue. Ce talent peut les aider à retrouver confiance dans leurs propres capacités, à mieux gérer leur colère, à l'utiliser pour en faire quelque chose de créatif et de constructif. *« Chaque personne a en soi un potentiel de créativité et il faut à un moment donné qu'un professionnel ou quelqu'un de son entourage puisse le reconnaître et s'en servir comme quelque chose pouvant l'aider à terme.»*

Dans la compréhension des problèmes et l'élaboration des solutions, le travail participatif, qui associe les publics et l'entourage, est plus efficace. Partir des compétences des gens permet de retisser du lien. Essentielle, la dimension participative n'est pas toujours suffisamment prise en compte. *« Autant on gère bien le suivi individuel, les accompagnements, autant être capable d'instaurer des dynamiques locales, pouvoir véritablement travailler en réseau, avec les habitants, etc. est quelque chose que les professionnels ne savent pas forcément faire.»* À son niveau d'intervention (le social, le scolaire, le judiciaire, la recherche…), chaque professionnel peut décrypter, reformuler, aider les jeunes à mettre en récit leur situation aux différents niveaux de leur trajectoire (comme individu, comme histoire familiale, comme communauté et dans la relation avec les professionnels). Il s'agit de définir ensemble les problèmes, de trouver les ressources de prévention dans la sphère privée et l'action publique. Les familles s'engagent aussi pour leurs enfants, elles sont des partenaires essentiels. *« Quand tu veux faire quelque chose pour les gens qui n'en veulent pas, qui sont dans*

l'affrontement parce qu'ils ne te font pas confiance, il n'y a qu'une seule solution, c'est qu'ils participent à l'action. C'est tout le travail participatif que la réduction des risques nous a appris et qu'on peut transférer en prévention.» La participation permet d'acquérir des compétences, de sortir de la honte et de l'autodisqualification.

Dans l'accompagnement, se décentrer est primordial ; c'est-à-dire chercher à **comprendre les codes et systèmes de références des jeunes dans leurs différentes dimensions : territoriales, sociales, ethniques et culturelles.** La dimension ethnique et culturelle est souvent difficile à penser par les acteurs de terrain. Il importe de la prendre en compte, en s'attachant à reconnaître et déceler les effets de stigmatisation et d'exclusion qu'elle induit. « *La dimension ethnique et culturelle est quelque chose de très fort et en Seine-Saint-Denis, on se rend compte qu'il est très difficile de faire face à cette question. Il ne suffit pas de dire qu'il y a un problème ethnique et culturel mais de savoir comment on mène cette question-là, comment on la dépasse, et comment on s'en saisit pour faire de la prévention.*» Parallèlement, il est important d'inciter les jeunes et les parents à franchir les frontières du groupe familial et du quartier, à aller vers l'extérieur, à faire des apprentissages nouveaux, à métisser leurs positions au contact d'autres modèles sociaux et culturels.

Ne pas se focaliser uniquement sur les jeunes qui posent problème au niveau de la rue mais investir également l'espace périscolaire de manière à toucher des jeunes qui ne rencontrent pas les travailleurs sociaux mais qui peuvent être aussi en difficulté, et notamment les filles. « *Le problème est que quand on ne travaille qu'avec les jeunes qui troublent l'espace public, en règle générale, on n'a que les garçons. On a tendance à mettre les filles à côté. Alors que les filles peuvent péter les plombs chez elles. C'est souvent à l'intérieur de la famille qu'elles peuvent exprimer toutes les tensions qu'elles vivent. Au lieu de le faire à l'extérieur comme c'est la cas pour les garçons. Pouvoir travailler dans l'espace périscolaire permet aussi de se donner plus de force pour travailler en alliance avec l'Éducation nationale, ce qui me semble être un inévitable défi pour tous.*»

Construire et maintenir la permanence de l'offre de liens est essentiel. Les ruptures à répétition, les allers-retours entre les structures et parfois l'éclatement du cadre, font partie de la trajectoire normale des jeunes précaires. « *Les gens ont besoin d'aller et venir entre diverses institutions et divers lieux.» « Chaque structure va apporter quelque*

chose, une solution partielle à leurs difficultés.» Ces rencontres laissent des traces qui constituent autant d'apprentissages qui, même s'ils ne sont pas validés sur le moment, sont des jalons sur des trajectoires de reconstruction des liens. Pas à pas, par essais et erreurs, de ruptures en réconciliations, les jeunes « *se mettent à bouger* ». Leurs parcours ne sont jamais rectilignes, ils ont des hauts et des bas. *« Pendant des années, on accumule les handicaps, et les institutions voudraient que par leur action immédiate, comme par miracle, on résolve des années et des années où on a construit de la douleur, de la souffrance, un rapport violent avec soi-même, avec les produits et avec les autres.»* Il faut savoir durer, tabler sur le facteur temps, ne pas lâcher les jeunes même si on n'a pas tout de suite leur adhésion. *« Il y a pas mal d'enfants qui ne vont plus à l'école, restent chez eux, s'enferment dans leur chambre. Il faut qu'il y ait quelqu'un qui aille chez eux et qui dise : Si, on va s'occuper de toi. Même si tu ne veux pas… Bien sûr qu'on va s'occuper de toi ! Parce qu'on est des adultes. Pour nous, tu es important. Il est hors de question qu'on ne s'occupe pas de toi…»*

Les parcours de reconstruction des liens sont lents, ils demandent du temps, de la permanence. Or la question de la stabilité des subsides et des équipes se pose pour de nombreux projets. *« Comment construire du permanent avec du provisoire ?* » se demandent les intervenants.

Renforcer la communication entre équipes « nomades » (de proximité) et « sédentaires » (intra-muros) peut permettre d'accéder à une vue d'ensemble de l'accompagnement. Les professionnels de proximité ont d'avantage la possibilité de suivre les usagers dans leurs différents milieux de vie (rue, squats, prison, famille...) que les équipes qui travaillent en bureau fermé. Établir des concertations entre l'intra- et l'extra-muros permet de garder la mémoire des parcours, de donner sens aux disparitions/réapparitions, d'identifier la dimension créatrice des crises et des ruptures. « *Il est très important qu'on puisse se dire entre nous, éventuellement entre institutions, ce que telle ou telle personne est devenue. Parce que ça donne du courage, de la force*…»

La philosophie de la réduction des risques fait évoluer les représentations sociales des drogues et des conduites à risques. Adopter un discours tourné vers l'éducation aux risques s'avère beaucoup plus efficace que les propos basés sur la peur et la prohibition. Les intervenants soulignent les capacités de résistance des jeunes en

situation précaire, en regard de la dureté des conditions de vie qui sont les leurs. La philosophie participative de la réduction des risques, la souplesse, la proximité et la mobilité de ce type d'accompagnement sont autant d'outils susceptibles de produire des alliances et de l'entraide au cœur des lieux de vie les plus délabrés. Ce travail permet de « limiter la casse » et d'étayer progressivement les jeunes.

Participer au débat citoyen et interpeller le législateur peut être éminemment préventif. Il est souvent nécessaire de légiférer davantage, ou mieux à propos, pour pouvoir réglementer les zones « hors droits », comme les mondes de l'exil, des drogues, de la prostitution. Sans régulation de l'État, les relations sociales sont violentes parce qu'elles sont duelles, sans tiers régulateur. Faire évoluer le cadre législatif permettrait de sortir les gens de la clandestinité, de leur donner accès à des droits, à un minimum de protection publique.

S'impliquer collectivement, en synergie, demande du temps, des rencontres, pour s'ajuster aux réalités de terrain. Le terrain est un allié qu'on épouse, même s'il s'agit, à terme, d'en modifier la configuration. Les groupes de travail et les formations transdisciplinaires permettent d'élaborer un dialogue, des liens de confiance et une culture commune sur la façon d'aborder les problèmes. « *L'important est que les jeunes puissent à un moment trouver sur leur trajectoire des adultes, des professionnels qui leur permettent de changer de cap.»*

En perspective

À l'issue de la séance de restitution finale, les participants se sont accordés sur la nécessité de poursuivre la réflexion collective de manière à donner un prolongement concret aux propositions émises dans les ateliers.

Le besoin de continuer à échanger, prendre du recul par rapport aux pratiques, aux savoir-faire et aux vécus professionnels a été fortement souligné.

Le travail en atelier a fourni une méthode, un cadre de travail et de réflexion et permis de mieux cerner les difficultés et les points sur lesquels faire porter en priorité l'intervention préventive.

Deux axes prioritaires ont été mis en avant :

- l'échec scolaire ;
- les problèmes liés à l'entrée des jeunes dans l'économie souterraine et le deal.

D'autres problématiques, apparues de manière récurrente au cours de la séance de restitution, pourraient faire l'objet de groupes de travail, avec un suivi concret :

- la situation des jeunes entre 18 et 25 ans ;
- la dimension ethnique et culturelle des conduites à risques ;
- les tensions de genre, et tout particulièrement la situations des jeunes filles en situation précaire ;
- le soutien à la parentalité.

La mise en perspective des situations rencontrées par les intervenants, dans leur diversité, a permis à chaque participant aux ateliers de mieux appréhender les domaines mais aussi les modalités d'intervention des autres professionnels et d'esquisser les lignes de force d'une articulation du travail en réseau.

La nécessité de développer des espaces transprofessionnels permettant, à partir d'expériences concrètes, de capitaliser sur les pratiques de prévention qui réduisent les conduites à risques a été soulignée.

Un groupe de travail permanent, selon des modalités et un rythme à définir, pourrait avoir pour vocation de rendre compte et mutualiser, en les formalisant et éventuellement en les mettant en récit de manière à les faire partager à d'autres, les interventions et expérimentations qui sont nombreuses dans les quartiers mais restent souvent méconnues des autres acteurs de terrain. Ce groupe pourrait aussi tirer des leçons des réussites comme des échecs, en s'appuyant sur la méthode expérimentée dans les ateliers : coconstruction collective dans la production des savoirs, approche comparative et principe de l'association libre.

La formalisation par l'écrit, la mise en récit des expériences vécues permettent de dégager un cadre de réflexion en même temps qu'elles constituent une mémoire des interventions. L'accent a été mis sur la nécessité d'approfondir, pour chacun des participants, le sens des conduites à risques des différents publics qu'il côtoie, « se mettre en situation d'enquête », en s'appuyant sur la démarche utilisée dans le cadre des ateliers, de mise en récit.

Le travail en atelier a montré que les professionnels ne disposaient pas toujours de toute l'information nécessaire sur la nature et le fonctionnement des dispositifs sur lesquels ils peuvent s'appuyer et surtout, les ressources qui leur correspondent. Il a été proposé d'en dresser une liste exhaustive, en regard des difficultés et des besoins recensés, mais aussi d'identifier les manques là où les politiques publiques sont absentes. De même, des récits d'interventions et d'expériences professionnelles parmi les plus significatives pourraient utilement illustrer les problématiques soulevées par le groupe.

Constat à l'issue des ateliers : « *La visibilité du phénomène crack est plus importante dans les 18e et 19e arrondissements de Paris, toutefois son accessibilité permet de penser que sa diffusion dépasse largement ces territoires. Un des enjeux actuels est de comprendre la prévention de cette conduite à risque afin de devancer un peu les choses même si les professionnels de ces territoires n'identifient pas encore la question du crack comme étant un axe majeur.*»

Dans un contexte d'augmentation de l'usage et du deal de crack sur certains quartiers, la nécessité d'anticiper, de dégager des directives et des lignes de travail pour en éviter l'extension sur d'autres territoires a été soulignée par plusieurs intervenants.

Un système de veille partagé, au niveau des associations et des intervenants de terrain, sur le modèle de celui mis en place par l'OFDT[6] auprès de certaines équipes de première ligne, pourrait permettre de faire remonter plus rapidement l'information sur les produits et les usages, de mutualiser les connaissances et les informations de manière à être plus réactif, d'avoir une plus grande visibilité sur les phénomènes émergents et de mieux les comprendre aujourd'hui pour prendre des dispositions pour demain.

6 - Enquêtes menées par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies dans le cadre du dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues) auprès des structures de première ligne.

Ateliers «Récits de vie»

Pilotage, animation et participants

Pilotage et animation

Isabelle Accot, *adjointe au chef de projet toxicomanie, Préfecture de Paris*

Marguerite Arene, *responsable de la Mission de prévention des toxicomanies, Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES), Mairie de Paris*

Jean Benet, *chef de projet toxicomanie, Préfecture de Paris*

Isabelle Jeannès*, chef de projet, Mission de prévention des toxicomanies, DASES, Paris*

Catherine Jouaux, *chef de projet, Mission de prévention des toxicomanies, DASES, Paris*

Santiago Serrano, *chef de service de la Mission de prévention des conduites à risque, Département de la Seine-Saint-Denis*

Catherine Yuen, *adjointe au chef de projet toxicomanie, Préfecture de Paris*

Participants

Frédéric Aboudou, *éducateur en prévention spécialisée, GRAJAR, Paris*

Mina Ait Ouaka, *médiatrice de rue, Coordination toxicomanies, Paris*

Lita Arnaud, *coordinatrice de la Veille éducative, Direction de la prévention et de la protection (DPP), Paris*

Betty Azocar, *chef de projet, Mission de prévention des conduites à risque, Département de la Seine-Saint-Denis*

Alain Barbier, *directeur d'insertion et de probation, Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), Paris*

Marie-Géraldine Barra, *coordinatrice contrats de sécurité, DPP, Paris*

Denis Bénard, *animateur de prévention, ANPAA 75*

Boris Bergamini, *éducateur en prévention spécialisée, GRAJAR, Paris*

Florence Beylot, *conseillère en insertion sociale et professionnelle, Mission locale Belliard, Paris*

Danielle Blanchet, *infirmière, Centre éducatif de formation professionnelle Villepreux, DASES, Paris*

Marie-Claude Boisson*, commandant de police, Brigade des stupéfiants, DRPJ, Préfecture de police de Paris*

Alain Bonnet, *directeur en prévention spécialisée, ALV, Aubervilliers et Pantin*

Karine Boutier, *éducatrice en prévention spécialisée, GRAJAR, Paris*

Lia Calvacanti, *directrice, Espoir Goutte d'Or (EGO), Paris*

Brigitte Chapalain, *infirmière, Collège Hector Berlioz, Académie de Paris*

Thierry Charlois, *chef de projet, Forum Français pour la Sécurité Urbaine*

Pierre Chaulet, *responsable Mission de Prévention Communication, Commissariat du 18ème arrondissement, Paris*

Laetitia Courraud, *chef de service en prévention spécialisée, ADCLJC, Paris*

Isabelle Courreau, *assistante sociale, SPIP, Paris*

Béatrice Delpech, *chargée de conseil en méthodologie, CRIPS CIRD-IDF*

Christine De Possesse, *éducatrice au Service éducatif auprès du tribunal pour enfants de Paris*

Laure Desmurget, *psychologue, Point écoute jeunes la Chapelle, Paris*

Evelyne Dorvillius, *chef de projet, Mission de prévention des conduites à risque, Département de la Seine-Saint-Denis*

Jean-Luc Dudragne, *responsable du département éducation pour la santé, CRAMIF*

Elisabeth Fenez, *directrice du centre social Espace Torcy, Paris*

Clémence Field, *médiatrice de rue, Coordination toxicomanies, Paris*

Sandrine Fortunée, *chargée de projet, Coordination toxicomanies, Paris*

Christian Gassien, *commandant de police, Direction de la police urbaine*
de proximité, Préfecture de police de Paris

Isabelle Gibert, *médecin, Direction de promotion de la danté, Mairie de Saint-Denis*

Patrick Gosset, *directeur en prévention spécialisée, ADCLJC, Paris*

Claude Guilbert, conseillère technique en prévention, *Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, Paris*

Fabrice Guisset, *psychologue, centre social Espace Torcy*

Amara Hafida, *assistante sociale, CASVP, Paris*

Julien Hegly-Delfour, *chef de projet des correspondants de nuit, DPP, Paris*

Julie Hemery, *animatrice de prévention, ANPAA 75*

Catherine Henry, *médiatrice de rue, Coordination toxicomanies, Paris*

Nathalie Jégou, *coordinatrice Atelier santé Ville, Mairie de Montreuil*

Marie-Pierre Jourjon, *éducatrice en prévention spécialisée, CANAL, Saint-Denis*

Btissam Korchi, *éducateur en prévention spécialisée, ACASA, Paris*

Epthiège Kpadé, *éducatrice en prévention spécialisée, GRAJAR, Paris*

Jean-Christophe Labye, *conseiller d'insertion et de probation, Service Pénitentiaire d'Insertion de Probation, Paris*

Nafissa Lamotte, *éducatrice en prévention spécialisée, GRAJAR, Paris*

Nicole Laverge, *chef de projet, SPIP, Paris*

Thierry Marris, *formateur Mission de prévention communication, Commissariat du 18ème*

Dahbia May, *éducatrice en prévention spécialisée, MCV, Paris*

Ayacha M'Bari, *éducatrice en prévention spécialisée, TAVS 18-17 Nord, Paris*

Charlotte Melman, *responsable de l'Equipe Mobile d'Information et de Prévention en Santé, DASES, Paris*

Elisabeth Monnerat, *directrice, Point écoute jeunes la Chapelle, Paris*

Frank Moulius, *animateur de prévention, ANPAA 75*

Yann Moysan, *conseiller santé publique, CRAMIF*

Saad Muhammad, *médiateur, Coordination Toxicomanies, Paris*

Ramon Neira, *directeur CCST, Espoir Goutte d'Or, Paris*

Patricia Pagégie, *assistante sociale, CASVP-SSDP, Paris*

Vincent Patissier, *éducateur en prévention spécialisée, TAVS 18-17 Nord*

Jérôme Pillon, *chargé de mission, Mairie de Montreuil*

Luis Pitiot, *éducateur en prévention spécialisée, ARC 75*

Josep Raffanel, *psychologue, EGO, Paris*

Stéphane Reijnen, *coordinateur, DPP, Paris*

Abdallah Riahi, *éducateur Foyer Tandou, DASES, Paris*

Haroun Soudani, *infirmier, Direction départementale protection judiciaire de la jeunesse, Paris*

Toufik Thaleb, *éducateur, Point écoute jeunes la Chapelle, Paris*

Kadidia Traoré, *éducatrice en prévention spécialisée, ACASA, Paris*

Nathalie Yannou, *infirmière, Lycée Georges Brassens, Académie de Paris*

Contacts:

- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Mission de prévention des conduites à risque

  28, rue du Lieutenant Lebrun
  93000 Bobigny ☎ : 01 41 60 16 60

- Ville de Paris, DASES, Mission de prévention des toxicomanies

  94-96, Quai de la Râpée
  75012 Paris ☎ : 01 43 47 74 96

- Préfecture de Paris, Pôle prévention et toxicomanie

  17, boulevard Morland
  75915 Paris Cedex 04 ☎ : 01 49 28 41 41

- Forum français pour la sécurité urbaine

  34, rue Liancourt
  75014 Paris ☎ : 01 40 64 49 00

Conception Graphique : Frédéric H@mel

Imprimé en France par les Editions Lalo
sur les presses de l'Imprimerie Rochelaise
ISBN : 2-911687-05-1 EAN : 9782911687051
Dépôt légal : Mars 2007

Plan crack . Nord-Est parisien